



ON EST TOUJOURS DEBOUT !

En un an, Sarkozy et son gouvernement auront multiplié les attaques contre les travailleurs et les jeunes : casse des retraites et de l'assurance maladie, poursuite de la privatisation de l'université, casse de l'Education Nationale, du service public de santé... Si le mouvement social n'est pas parvenu à imposer des reculs significatifs au gouvernement, on ne peut pas dire non plus que les possibilités de lutte ressortent brisées de la première année de cette législature.

La tension sociale monte

Si aucune des luttes contre les projets du gouvernement n'a infligé pour l'instant de défaite claire à la droite, elles ont à minima affirmé l'embryon d'un indispensable contre-pouvoir au Medef et au gouvernement, et leur succession a probablement contribué à fragiliser la légitimité du pouvoir.

De plus, des luttes offensives ont émergé dans des secteurs qui semblaient jusque-là écrasés : les grèves pour l'augmentation des salaires notamment dans la grande distribution et dans certaines usines, et celles toujours en cours des travailleurs sans papiers pour leur régularisation, sont des réponses cinglantes à la démagogie du gouvernement.

Au soir même de l'élection de Sarkozy, une partie de la jeunesse avait ouvert le bal en descendant dans la rue. Les mouvements se sont ensuite enchaînés à partir de la rentrée. En premier lieu, la lutte contre la loi LRU a touché la plupart des facs. Sans être victorieux, ce mouvement a démontré la capacité des étudiants de préparer et de construire une mobilisation avec l'appui des seuls syndicats de lutte, et a permis d'entamer le consensus alors ambiant autour de Sarkozy. Puis, ce sont les lycéens qui ont pris le relai d'abord contre la réforme du BAC dans les

lycées pro puis contre les suppressions de postes. Là encore, la jeunesse s'est affirmée comme l'un des centres de la contestation du pouvoir, par un mouvement de grande ampleur.

Si on ne peut que regretter l'échec de ces différents mouvements du point de vue de leurs revendications, il faut bien voir que le niveau de conflictualité sociale atteint, face à un gouvernement fraîchement élu et au consensus qui l'entourait au début, est assez inédit.

Ce qui a manqué

La diversité des attaques et surtout, le refus de certaines directions syndicales de s'opposer frontalement au gouvernement, leur stratégie stérile de négociation les conduisant à mimer l'action plutôt qu'à l'organiser, a rendu difficile la convergence des luttes. Cela ne rend que plus urgent le développement de l'auto-organisation à la base des travailleurs et travailleuses et des jeunes en lutte, pour ne pas laisser à des bureaucraties le contrôle des mouvements.

Quelles perspectives ?

A la rentrée, le gouvernement devra répondre d'une nouvelle attaque contre la jeunesse : la transformation du Capes en master 2. Soit la trans-

formation d'un concours, ce qui se fait actuellement de plus « égalitaire », en sélection arbitraire, au cas par cas. Parions aussi que les lycéens reprendront leur lutte contre les milliers de suppressions de postes.

Cela étant connu, il faut d'ores et déjà s'y préparer, et établir des modalités d'action qui permettent de construire des luttes contrôlées par tous ceux qui en sont parties prenantes et capables de gagner !

Enfin, la politique du gouvernement procédant d'une logique globale, il est tout aussi nécessaire que lui soit opposé un projet politique qui mette en cause point par point cette logique d'ensemble, un projet de société solidaire, égalitaire, libertaire.

Qui sommes-nous ?

Nous sommes communistes libertaires. Nous sommes actifs dans les entreprises, les quartiers, les lycées, les universités. Nous sommes présents dans les luttes de la jeunesse comme dans celles des salarié(e)s et des chômeur(se)s.

Pourquoi Communistes ?

Rien à voir avec l'ex-URSS. Nous l'entendons dans un sens anticapitaliste, pour l'abolition des privilèges et la redistribution des richesses.

Pourquoi libertaires ?

Pour une société sans hiérarchie, où le pouvoir ne soit plus accaparé par une élite économique et politique. Pour l'auto-gestion.

Et la révolution ?

On n'attend pas le grand soir pour agir, nous voulons gagner par la lutte de nouvelles avancées sociales. Mais nous considérons que nous ne pourrions changer réellement la société qu'en renversant le capitalisme.

www.alternativelibertaire.org

Je souhaite prendre contact avec Alternative libertaire
 Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel *Alternative libertaire*.
 Je m'abonne à *Alternative libertaire* : 20 euros par an/11 numéros - 15 euros pour les jeunes et précaires - paiement possible en ligne
NOM..... PRÉNOM..... TÉL. E-MAIL
ADRESSE.....

Publié le 10 juin 2008

À renvoyer à **Alternative libertaire, BP 295, 75921 PARIS Cedex 19**